

MEDIAPART

2008

Quatorze ans
d'indépendance

2022

MEDIAPART

**l'info
part
de là**

Sommaire

L'indépendance est rentable	4
Combattre la concentration des médias	8
Une nouvelle formule	10
Une offre de newletters enrichie	13
Nouveaux formats	15
Les vidéos	21
Les événements éditoriaux	26
Les partenariats éditoriaux	34
Mediapart en librairie	40
Label OH MY DOC!	44
Nos partenaires	45
En justice	48
Mediapart, seul journal vraiment participatif	49
Le Club	50
Les réseaux sociaux	51
En défense de la liberté d'expression	52
Le Fonds pour la presse libre	53
Mediapart 2021 en chiffres	55
Bilan et compte de résultats	62
Mediapart English et Español	64

L'indépendance est rentable

Comme chaque année à la date anniversaire de sa création, le 16 mars 2008, Mediapart rend publics tous ses chiffres, comptes et résultats. On ne soulignera jamais assez combien **cet exercice de transparence est unique dans le paysage médiatique**. Tandis que la plupart des médias indépendants réunis au sein du Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne (Spiil), dont Mediapart est membre cofondateur, s'y obligent, les médias traditionnels encore dominants ne cessent d'opposer un « *secret des affaires* » illégitime pour maintenir l'opacité sur leur bilans financiers, masquant ainsi l'importance des subventions publiques qu'ils reçoivent de l'État et des aides privées qu'ils acceptent des plateformes numériques.

Alors qu'il entre dans sa quinzième année, Mediapart affiche **des résultats qui confirment la solidité de son modèle économique** ne reposant que sur le soutien et la fidélité de ses lectrices et lecteurs, 98 % de nos recettes provenant de l'abonnement. Après une croissance exceptionnelle en 2020, qui nous avait fait franchir le cap des 200 000 abonné-es bien plus tôt que nous ne l'envisagions, l'année 2021 est dans la continuité, avec 213 533 abonné-es (abonnements individuels et collectifs).

Mediapart affiche des résultats qui confirment la solidité de son modèle économique ne reposant que sur le soutien et la fidélité de ses lectrices et lecteurs

Loin de se faire au détriment de son développement, cette remarquable rentabilité de Mediapart s'est accompagnée de **nombreux développements en 2021**. Ce fut le cas notamment avec une nouvelle application mobile ; une nouvelle formule du site ; un renforcement des productions vidéo autour de l'émission quotidienne « À l'air libre » ; la création de nouveaux podcasts ; le partenariat avec *La Revue dessinée* ; l'investissement dans la production et la réalisation d'un film documentaire diffusé en salles de cinéma, *Media Crash* ; la croissance des effectifs salariés, passés de 118 en 2020 à 131 en 2021 ; enfin, l'installation fin 2021 de notre siège dans de nouveaux locaux parisiens plus adéquats à la taille atteinte par l'entreprise.

Au-delà de cette solide stabilité, **son principal enseignement est le caractère structurellement rentable de Mediapart**. Avec un chiffre d'affaires en légère hausse (21,3 millions d'euros contre 20,4 en 2020), Mediapart obtient un résultat courant avant impôts de près de 6,3 millions d'euros (6 296 753 euros exactement, soit 30 % du chiffre d'affaires) et un résultat après impôts et participation de 4 millions (4 007 519 euros précisément, soit 19 % du chiffre d'affaires).

Cette rentabilité de Mediapart est donc obtenue sans aucun des artifices, expédients et faux semblants qui ont cours dans un paysage médiatique dominé par une poignée de milliardaires qui y défendent leurs intérêts privés, cherchant de l'influence et de la protection, au détriment de ce qui devrait être la mission du journalisme : servir l'intérêt public (*lire pages 8 et 9*). Elle est la meilleure protection de son indépendance, garantie depuis 2019 par le Fonds pour une presse libre (FPL), structure à but non lucratif au service de la liberté et du pluralisme de l'information, devenu le seul et unique propriétaire de notre journal *via* la Société pour la protection de l'indépendance de Mediapart (SPIM).

Edwy Plenel

→ Retrouvez tous nos chiffres à partir de la page 55

« La liberté de la presse n'est pas un privilège des journalistes mais un droit des citoyens ! »



MEDIAPART



Combattre la concentration des médias

Refonder l'écosystème de l'information

« *Toute réforme morale de la presse serait vaine si elle ne s'accompagnait pas de mesures politiques propres à garantir aux journaux une indépendance réelle vis-à-vis du capital* » : cette recommandation d'Albert Camus dans *Combat* à l'été 1944 est plus actuelle que jamais. La réussite de Mediapart ne saurait faire écran à un paysage de délabrement médiatique dont la concentration économique accompagne une dérive idéologique promouvant les opinions anti démocratiques et étouffant les informations d'intérêt public. Le même Camus en avait prédit les dangers : « *Tout ce qui dégrade la culture raccourcit les chemins qui mènent à la servitude. Une société qui supporte d'être distraite par une presse déshonorée [...] court à l'esclavage malgré les protestations de ceux-là mêmes qui contribuent à sa dégradation.* »

L'état des lieux est connu : jamais, dans notre histoire démocratique, le monde de la communication n'a connu une telle mainmise d'intérêts privés extérieurs aux métiers de l'information. 91 % des quotidiens nationaux diffusés chaque jour, numériques tout en restant imprimés, appartiennent à une poignée de milliardaires tandis que 44 % de l'audience télévisuelle est contrôlée par trois d'entre eux (Bouygues, Bolloré, Drahî). Avec le rachat du groupe Hachette (Lagardère) par Vivendi (Bolloré) et la fusion de TF1 (Bouygues) avec M6, cette concentration ne peut que s'accroître.

À la fois horizontale (nombre de médias détenus) et verticale (diversité des activités économiques), cette concentration signifie des abus flagrants de position dominante, des conflits d'intérêts généralisés et des pressions publicitaires sur les rédactions. Jusqu'ici, elle n'a pas rencontré de résistance des pouvoirs publics, qui l'ont même accompagnée. La transformation de fréquences hertziennes en chaînes propagandistes de la haine n'a pas été sanctionnée par l'autorité de régulation. La majorité des aides publiques à la presse tombe dans la bourse des oligarques médiatiques,

au point que les journaux possédés par la plus grande fortune française (Arnault, LVMH) en obtiennent près du quart.

À cette complaisance étatique s'ajoutent les accords opaques conclus de gré à gré par ces médias oligarchiques avec les plateformes numériques (Google, Facebook...) qui, en les subventionnant, trouvent ainsi des alliés pour maintenir leur situation de monopole. La question des « *droits voisins du droit d'auteur* » dûs aux médias par ces « GAFA » a mis en évidence cette collusion, dont s'est émue une mission d'information parlementaire. Au cavalier seul choisi par ces médias afin de conforter leur abus de position dominante, Mediapart, à l'initiative de son syndicat professionnel, le Spiil, oppose une mobilisation collective et coopérative des éditeurs.

Car loin de créer des « champions » médiatiques comme le prétendent ces milliardaires, cette concentration affaiblit la démocratie en détruisant la valeur de l'information, son originalité, sa diversité et son authenticité, au profit du clash des opinions, du règne des propagandes et de la montée des haines. Son modèle économique est celui de l'audience, donc de la foule aveugle et de la masse anonyme, au détriment de la construction patiente d'une conversation démocratique entre publics soucieux de vérités

factuelles. C'est ainsi que, loin de tirer vers la qualité la révolution numérique, elle en suit la plus mauvaise pente, transformant le divertissement en diversion.

À l'inverse, l'univers des médias indépendants dont Mediapart fait partie se distingue comme le lieu de l'innovation, au point d'avoir impulsé les principales réformes de l'écosystème médiatique de ces 15 dernières années : statut de la presse en ligne, modèle économique payant, neutralité technologique du support, égalité de TVA entre numérique et imprimé, transparence des aides publiques, nouveaux formats audiovisuels, vidéos et podcasts, relation participative avec leur public, fonds de dotation non lucratif, etc.

Nulle surprise s'il est aussi porteur, avec les syndicats et les sociétés de journalistes, des exigences démocratiques face à la concentration des médias : droits des rédactions garantissant leur indépendance, seuils empêchant les concentrations horizontales, critères contre les concentrations verticales, barrières à la domination publicitaire, interdits à la mainmise d'intérêts industriels sur l'information, délit de trafic d'influence, etc.

Petit poisson nageant face à de gros requins, Mediapart entend participer à ce combat pour dépolluer la mer médiatique.

Une nouvelle formule

Pour mieux répondre aux attentes de son public, Mediapart a lancé une nouvelle formule qui modifie graphiquement sa page d'accueil, les articles du Journal et les billets du Club. Privilégiant le confort de lecture, son objectif est de rendre le site plus accessible et plus lisible.

À ce désir d'être plus accessibles et mieux lisibles par toutes et tous s'ajoutait la nécessité d'apurer notre dette technique : le vieillissement de notre environnement numérique rendait le site difficile à faire évoluer et le travail d'édition de plus en plus complexe à force de mises à jour cumulées et de nouveaux outils introduits. En somme, notre ambition est de rendre Mediapart plus élégant et plus confortable, tout en donnant mieux à voir sa diversité et sa richesse mais en conservant ses principes fondamentaux : l'actualité quotidienne, les enquêtes et le temps long, la mémoire de nos archives, le participatif et les nouveaux genres éditoriaux.

Avec patience et systématisme, notre méthode fut la même que pour la refonte, au début de cette année, de notre application mobile dont l'accueil fut un succès. Avec, dans les deux cas, une coordination au long cours par une responsable de ces projets, membre de notre équipe technique : Maria Frih dans le cas de la nouvelle formule, en compagnie de Simon Toupet pour le design et d'Audrey Williamson pour la nouvelle application. Pour le site, ce furent donc près de deux ans de travail et d'allers-retours nombreux entre la rédaction, les équipes de développement et d'hébergement, l'équipe marketing, les graphistes, sans oublier l'essentiel : nos abonné-es.

Les groupes de travail et de réflexion associant tous les secteurs de l'entreprise ont été accompagnés de « tests utilisateurs », une centaine d'abonné-es étant consulté-es à intervalles réguliers pour questionner nos différents projets de maquette. La nouvelle page article a ainsi été visible et testée par 5 % de nos abonné-es, avant son déploiement à l'ensemble du site aujourd'hui.

Ce qui change ?

Un nouveau logo, une nouvelle une, une nouvelle page article et un nouveau billet :

- **Le logo :** marque emblématique de Mediapart depuis sa création, notre crieur de journaux passe au rouge.

- **Le confort de lecture :** permettre de retrouver facilement nos meilleurs articles ou ceux qu'ils sont venus chercher. Nous avons ainsi souhaité clarifier nos choix éditoriaux quotidiens.
- **La hiérarchie et la richesse :** en dessous de ce fil d'actualité, on retrouve les dossiers chauds du moment et nos choix éditoriaux des derniers jours.
- **Une nouvelle page article :** de nouveaux outils de navigation servent à retrouver les infos du moment ou bien nos traitements les plus exclusifs et originaux. La mise en page est plus aérée, l'article est désormais concentré sur une seule page, et agrémenté de nouveaux habillages (exergues, citations, intertitres, etc.) et de photos que l'on peut agrandir.
- **Un nouveau billet de blog :** nous avons travaillé à mieux distinguer billets de nos abonné-es et articles de la rédaction, tout en permettant une meilleure mise en avant des nombreux contenus de qualité de notre espace participatif.
- **Simplification et accessibilité :** en résumé, nous avons souhaité simplifier l'usage de Mediapart, le rendre plus compréhensible et plus accessible.

Cette nouvelle formule va s'améliorer, se perfectionner et s'approfondir. C'est donc un long travail qui commence, ayant vocation à se poursuivre et à se déployer progressivement, en tenant compte de vos avis pour améliorer et amender certaines de nos intuitions. Plusieurs pages doivent encore être développées, testées et lancées (pages dossier/série, une de rubrique, commentaires, etc.).



Une offre de newsletters enrichie

En 2021 et au début de 2022, Mediapart a lancé quatre nouvelles newsletters pour accompagner l'actualité.

La lettre écologie, qui est à retrouver un mercredi sur deux avec les enquêtes et les décryptages du journal sur les blocages mais aussi les rencontres avec celles et ceux qui empêchent de tourner en rond.

La lettre présidentielle, envoyée chaque début de semaine avec des contenus inédits : récit de coulisses, décryptage d'images et de propositions des candidat-es, compte-rendu de lecture en lien avec la campagne, parti pris de la semaine et, bien entendu, les articles qu'il ne fallait pas manquer.

La lettre enquête, à lire tous les week-ends, et qui présente une sélection de nos meilleurs enquêtes ainsi que les coulisses de nos révélations : corruption, violences policières, délinquance en col blanc, ventes d'armes, terrorisme, fuite de données, grand procès, violences sexuelles, discriminations...

La lettre pour tous-tes, qui paraît un jeudi sur deux, avec nos contenus consacrés aux violences sexistes et sexuelles, aux luttes féministes, aux mobilisations LGBTQ+, aux disputes sur le genre, et aux batailles pour l'égalité. Dans nos familles, au travail, nos intimités, et dans la presse.

Ces quatre nouvelles newsletters sont venues s'ajouter à celles déjà existantes :

- **L'alerte.** Les informations qui ne peuvent attendre
- **La lettre quotidienne.** Chaque soir, les principaux articles et billets de blog
- **L'hebdo.** Chaque vendredi, l'actualité de la semaine commentée par la rédaction
- **Mediapart English Newsletter.** Mediapart reports in english
- **La lettre de l'émission « À l'air libre ».** Chaque fin de semaine, best of et replays de l'émission
- **La lettre du Club.** Chaque jeudi, retrouvez les thématiques et temps forts de l'espace participatif de Mediapart
- **Et aussi :** les informations et offres promotionnelles, les invitations de Mediapart, les informations des partenaires de Mediapart.





d'un véritable sentiment d'impunité
chez ces militaires néonazis.



Nouveaux formats

Enquêtes vidéo

Cinq ans de manifestations disséquées : comment les forces de l'ordre usent des grenades au mépris des règles

→ Avec Sébastien Bourdon, Émile Costard et Antoine Schirer

Selon une enquête de Mediapart, 51 % des jets de grenades de désencerclement et 18 % des tirs de lance-grenades opérés par les forces de l'ordre en manifestation sont non réglementaires. Le ministère de l'intérieur ne dispose d'aucune donnée sur cette problématique pourtant centrale. Mediapart a enquêté sur cet angle mort institutionnel pour savoir si l'utilisation de ces armes sur le terrain est conforme à ce que prévoient les textes. Après avoir disséqué et analysé cinq années d'images d'opérations de maintien de l'ordre, nous avons pu établir que plus d'un jet sur deux de grenades de désencerclement (GMD) est non réglementaire.

Néonazis dans l'armée : l'insupportable laisser-faire du ministère

→ Avec Sébastien Bourdon et Matthieu Suc

Un militaire néonazi, dont le cas avait été évoqué il y a huit mois par Mediapart, a été interpellé en novembre par des douaniers. L'armée, elle, ne l'avait sanctionné que de vingt jours d'arrêt. Ce cas pose une nouvelle fois la question de la grande tolérance de l'institution vis-à-vis de militaires fascinés par le Troisième Reich. D'autant que Mediapart a encore découvert de nouveaux cas.

Vidéos pédagogiques – pour mieux comprendre une enquête

Didier Raoult : deux ans d'enquête sur une imposture

→ Avec Youmni Kezzouf, Mathieu Magnaudeix et Pascale Pascariello

Depuis l'arrivée du Covid-19 en France, Didier Raoult est devenu une figure nationale. D'abord en faisant la promotion d'un traitement inefficace contre la maladie, l'hydroxychloroquine, puis en niant la possibilité d'une

seconde vague ou en remettant en cause l'efficacité de la vaccination. Mediapart revient en vidéo sur deux ans d'enquête sur le directeur de l'IHU.

Tout comprendre sur l'affaire Mimi Marchand-Sarkozy

→ Avec Fabrice Arfi et Mathieu Magnaudeix

Mediapart vous explique l'affaire Mimi Marchand-Nicolas Sarkozy en sept minutes. Un scandale digne d'un polar, où il est question du financement libyen du clan Sarkozy, d'une très bonne amie du couple Macron, de violences... et de valises de cash.

Éric Dupond-Moretti est mis en examen pour « prise illégale d'intérêts »

→ Avec Fabrice Arfi

C'est une première. Le ministre de la justice a été mis en examen par la Cour de justice de la République. Il lui est reproché d'avoir utilisé les attributions disciplinaires de son ministère pour régler des comptes avec des magistrats anticorruption avec lesquels il a été en conflit ouvert quand il était avocat.

Ebook

Défense et illustration des libertés académiques : un Ebook gratuit *via* le Club

Mediapart propose, sous la forme d'un livre numérique téléchargeable gratuitement les actes du colloque de défense des libertés académiques organisé par Éric Fassin et Caroline Ibos, qui témoigne d'une alliance entre journalistes et intellectuels face à l'offensive réactionnaire contre le droit de savoir et la liberté de chercher.

Jeu vidéo

Rubicon, la conspiration du silence, soyez lanceuse d'alerte

→ Un jeu créé par La Belle Games, Midnight Mood & Mediapart

Dans ce jeu narratif, vous incarnez Paula Cole, responsable de la sécurité alimentaire pour une multinationale, qui assume progressivement le rôle de lanceuse d'alerte. En fonction de vos choix, vous serez confrontée à différentes situations inspirées de faits réels, l'ensemble du scénario étant basé sur un travail journalistique, coordonné avec des journalistes de Mediapart.

En tant que joueur, vous discuterez avec plusieurs protagonistes pour enquêter et découvrir votre vérité. Des premières découvertes aux révélations à la presse, vous ferez des choix qui auront un impact sur la suite.

Plongez dans un scénario complexe inspiré d'histoires de lanceuses et lanceurs d'alerte ; enquêtez et discutez pour découvrir la vérité.



Nos nouveaux podcasts

« La relève »

La jeunesse, ça n'existe pas. Il existe des jeunesses rurales, urbaines, riches, pauvres, blanches ou racisées... Et pourtant, une chose unit solidement cette nouvelle génération : elle ne vote pas.

Pourtant, partout sur le territoire, des jeunes, dès le plus jeune âge, se mobilisent pour leurs idées et essayent de faire bouger les lignes, loin, bien loin des partis politiques. Un podcast inédit de Mediapart, en quatre épisodes.

- Épisode 1 : **la lutte finale**
- Épisode 2 : **l'urgence climatique en héritage**
- Épisode 3 : **tous des enfants d'immigrés**
- Épisode 4 : **des jeunes filles en feu**

« L'esprit critique »

Cinéma, littérature, spectacles, expos : chaque semaine, « L'esprit critique », c'est le nouveau podcast proposé par Mediapart pour inciser l'actualité culturelle, renouveler les voix qui débattent des œuvres et rendre compte des débats esthétiques et politiques qui traversent ce qu'on nous donne à lire ou à voir. Une émission audio à retrouver tous les dimanches à 13 heures sur Mediapart et sur votre plateforme de podcast préférée.

Un « article lu » par jour

C'est un outil qui existe depuis janvier 2014 dans nos colonnes, mais de façon trop sporadique et pas assez mise en avant. Dorénavant, la version audio est présente dans le corps du texte de l'article. Et chaque samedi, notre sélection des cinq articles lus de la semaine sera proposée à celles et ceux qui voudraient ainsi écouter Mediapart dans leur cuisine, leur douche ou sur le chemin du travail ou des vacances...



Les vidéos

« À l'air libre », l'émission vidéo quotidienne de Mediapart

« À l'air libre » a commencé comme une riposte à la vie confinée, tournée et réalisée depuis notre salon ou notre cuisine.

Lancée en « visio » le 18 mars 2020, l'émission est désormais le rendez-vous quotidien de Mediapart, diffusé en accès libre dans le journal, sur YouTube et nos réseaux sociaux.

Du lundi au jeudi, en direct à 19 heures, cette émission d'une trentaine de minutes, présentée à tour de rôle par Valentine Oberti, Christophe Gueugneau et Mathieu Magnaudeix, entend ouvrir en grand les fenêtres.

Bousculer un paysage audiovisuel de plus en plus conservateur. Incarner la diversité d'une société en ébullition.

S'ajoute une large couverture de la présidentielle. **#FaceàMediapart** : pendant la campagne présidentielle, les candidat.e.s répondent aux questions de la rédaction de Mediapart lors d'émissions spéciales diffusées en direct.

Nos journalistes prennent tout le temps nécessaire pour vous aider à décrypter les programmes et confronter les candidat.e.s aux enjeux environnementaux, sociaux, économiques et écologiques. De plus, chaque semaine, des débats thématiques sont organisés.

« À l'air libre », ce sont aussi :

- des témoignages exclusifs
- des enquêtes et reportages vidéo
- un œil sur l'étranger

Les grands entretiens du Studio

Afin d'enrichir notre offre éditoriale, les entretiens vidéo du Studio de Mediapart, mis en pause durant le confinement, sont devenus en 2020 progressivement accessibles uniquement aux abonné-es de Mediapart, tout comme le sont les articles du journal. Notre production vidéo dont l'offre s'est considérablement développée depuis plusieurs années continue de s'étoffer avec de nouvelles collections.



Écrire l'histoire

L'émission qui interroge les pratiques des historien·nes et l'éclairage qu'ils et elles nous offrent sur le passé.

Les voies du pouvoir

La collection d'entretiens qui s'intéresse à la conquête, à l'exercice et à la préservation du pouvoir politique.

Points de rupture

Une collection d'entretiens et de débats sur l'écologie à travers les livres, par la rédaction de Mediapart et la revue Terrestres.

Quartiers direct

En partenariat avec le Bondy Blog, une collection qui raconte la vie et les enjeux des quartiers populaires.

Les débats de Mediapart

État d'urgence, djihad, le droit à la caricature... mais aussi les rapports entre savoir et pouvoir, l'art de la traduction... : régulièrement Mediapart invite dans son studio vidéo des chercheur·es ou des spécialistes de questions d'actualité.

Un monde à vif

Une série d'entretiens vidéo sur les bouleversements du monde.

Science friction

Les sciences et Mediapart font bon ménage, on vous le prouve en vidéo.

Tire ta langue

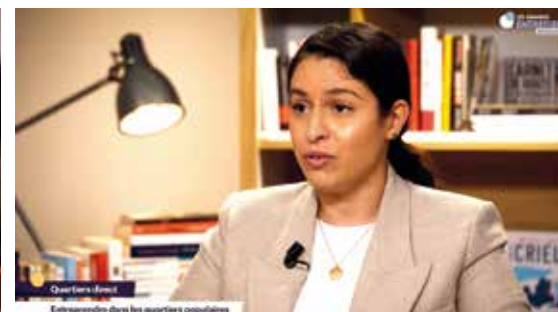
Une collection d'entretiens pour une certaine idée de l'usage du français. Non pas cette francophonie trop souvent perçue comme ce qui reste d'une emprise culturelle quand on a perdu tout empire colonial, mais une francophonie d'inventions, d'enrichissement, d'audace – ce qui ne va pas sans malentendus, tensions, voire douleurs.

Maghreb express

Une série d'entretiens et de débats qui nous emporte en Algérie, en Tunisie et au Maroc, et nous raconte cette Méditerranée en mouvement. Artistes, intellectuels se succéderont pour poser leur regard sur leur pays, leur société, leurs actualités, leurs œuvres.

Écrire l'histoire France-Algérie

Une série d'entretiens et débats vidéo sur les douleurs, les silences, les tabous, les dénis de l'histoire entre les deux pays.



L'esprit des lieux

Notre collection d'émissions sur l'urbanisme et l'architecture.

Espace de travail

Une collection d'entretiens filmés consacrés au monde du travail et à ses évolutions, proposés et animés par le service social de Mediapart.

Éco à contre-courant

Une émission de débat économique et social proposée en 2016 par Mediapart, en partenariat avec Les économistes atterrés, avec pour objectif de traquer les idées reçues en même temps que les alternatives possibles.

Présence du passé

Une émission animée par Antoine Perraud, en partenariat avec le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (CHS).

La fabrique des images

Ce format, inauguré en janvier 2016 sur Mediapart, entend revenir sur les images réalisées par des documentaristes, des graphistes, des artistes ou des analystes. Il s'intéresse également à leurs conditions de production.

Ouvrez l'Élysée

Après avoir humé pour Mediapart « L'air de la campagne » lors des élections présidentielle et législatives, et ouvert les guillemets en 2020-2021, le vidéaste bobo gauchiste Usul rempile pour une nouvelle saison avec sa chronique politique, qui se nomme désormais « Ouvrez l'Élysée ».

→ À découvrir un lundi sur deux sur Mediapart et les réseaux sociaux

Et aussi...

Les portfolios

Chaque mercredi, un reportage photo d'actualité, des découvertes d'artistes, toujours augmentés de légendes, mais aussi parfois de son ou de vidéos, pour mettre en valeur le photojournalisme.

Les podcasts

Lectures d'articles, entretiens au long cours, documentaires immersifs, reportages... Mediapart est aussi à écouter.

Les panoramiques

Reportages et enquêtes long format pour un journalisme narratif et visuel, en mesure d'allier des récits originaux et approfondis, une écriture et une mise en forme soignées.

Les Rendez-vous de Mediapart

Depuis le début de 2021, une fois par mois, les équipes de Mediapart répondent aux questions des lecteurs *via* des émissions vidéo d'une à deux heures autour de nombreux sujets. Nées des différents confinements, dans la lignée des anciens tchats écrits et de la volonté de poursuivre les échanges avec le public, ces séquences ont pour but d'éclairer notre couverture éditoriale.

2 décembre 2020 → premières journées portes ouvertes numériques

5 mai 2021 → « Les 150 ans de la Commune »

27 mai 2021 → « Vaccin : risques et bénéfiques » et « Déconfinement : et après ? »

30 juin 2021 → « Spécial mois des fiertés »

17 novembre 2021 → « Écologie : comment en parler à Mediapart ? »

2 décembre 2021 → deuxièmes journées portes ouvertes numériques



Les événements éditoriaux

International

- Masques : les preuves d'un mensonge d'État
- Les talibans, maîtres de l'Afghanistan
- Congo hold-up : comment le clan Kabila a détourné 138 millions de dollars
- Au Chili, le réveil antifasciste fait gagner la gauche
- À bord de l'*Ocean Viking*, ces femmes et ces hommes au secours des migrants
- Irak, destruction d'une nation, avec Jean-Pierre Canet
- « Rafale Papers » : les « factures bidon » du système Dassault
- Évasion fiscale : révélations sur la diplomatie noire de l'Union européenne

Enquêtes

- Le procès des attentats du 13-Novembre
- Mimi Marchand-Sarkozy : l'embarrassant coup de fil de Brigitte Macron
- Sarkozy, Takieddine et *Paris Match* : les juges parlent d'une affaire d'une « gravité majeure »
- IHU de Marseille : les ravages d'une expérimentation sauvage contre la tuberculose
- Candidature d'Éric Zemmour : l'enjeu de l'argent
- Affaire Pegasus : les téléphones de cinq ministres infectés

Enquêtes violences sexistes et sexuelles

- Violences sexuelles : plusieurs femmes accusent Éric Zemmour
- #MeToo : le patron d'une maison d'édition mis en cause
- #MusicToo : l'industrie musicale auscultée
- Violences sexuelles dans l'Église

Société

- Accusations d'islamophobie : la direction de Sciences Po Grenoble a laissé le conflit s'envenimer
- Trappes : chronique d'un emballement médiatique et politique
- « Séparatisme : les mots, les actes et la loi »
- Liberté générale contre sécurité globale

- Écrans plats ou impayés de cantine : le fantasme des pauvres irresponsables
- Vaccins : une course sans fin
- L'hôpital à bout de souffle

Écologie

- Dérèglement climatique : Total savait dès 1971
- Grignon, haut lieu de l'agronomie française, sur la voie d'une vente à la découpe
- Centrale du Tricastin : EDF triche avec la sûreté nucléaire
- JO 2024 : l'aménageur public se paye les services de Publicis pour gérer un « risque d'image »
- COP26 : le fiasco de Glasgow

Social, travail, économie

- Assurance-chômage : l'injustifiable réforme
- Amazon, la souffrance en prime
- Suez-Veolia : autopsie d'un crime industriel
- Médias : l'extrême danger Bolloré
- Alexis Kohler, un secrétaire général de l'Élysée cerné par deux affaires

Politique

- Régionales : une élection sans surprise ni électeurs
- Aux départementales, l'union des droites prend forme dans quelques cantons
- À gauche, chacun s'affirme et s'éloigne de l'union
- La politique réduite à la police
- Un totem nommé République
- L'histoire du meeting fantoche de Valérie Pécresse
- Marine Le Pen à l'assaut des catholiques conservateurs

→ Et bien d'autres informations à retrouver sur [Mediapart.fr](https://mediapart.fr)

Présidentielle : le pire est possible, essayons le meilleur

Pour cette campagne présidentielle, Mediapart entend être sur le terrain, celui des reportages comme celui des idées. Au plus près de la vie réelle. En vidéo ou en dessin, en donnant autant la parole aux citoyen·nes qu'aux candidat·es.

À gauche comme à droite, cette campagne présidentielle achève d'alimenter le sentiment d'une classe politique évoluant dans un monde paralèle, au gré de sondages biaisés et de débats pseudo-identitaires. Une campagne qui relègue au second plan médiatique la réponse aux crises démocratiques, sociales, écologiques et sanitaires. Pour la première fois dans l'histoire de la V^e République, on en vient même à se demander si abstention et vote blanc ne seront pas majoritaires dans les urnes.

À Mediapart, nous avons fait le choix de continuer à raconter la vie réelle, et la façon dont elle observe ce monde politique en campagne électorale, que nous raconterons aussi avec assiduité, mais avec notre approche journalistique propre.

Des articles à portée de clic

Lire Mediapart pendant cette campagne, c'est l'assurance d'une couverture garantie sans sondages et d'un journalisme qui ne s'attarde pas sur la course de petits chevaux, les petites phrases et les vaines polémiques, mais davantage sur les bilans et le fond des propositions. Notre ambition, la même depuis la création de notre journal en ligne en 2008, c'est de se retrouver au plus près du terrain et le plus à distance possible des effets de communication, pour privilégier le reportage et les débats programmatiques.

Depuis un mois déjà, vous pouvez retrouver les sélections hebdomadaires de nos analyses politiques et de nos révélations en vous abonnant à nos newsletters, « **la lettre présidentielle** » et « **la lettre enquête** ».

Vous pourrez aussi interroger nos journalistes lors de tchats réguliers, pour questionner les dessous et coulisses du jeu politique, comme des affaires qui ne manqueront pas de rythmer la conquête élyséenne.

Sur le terrain

Durant cette campagne, nous déployons plusieurs séries de reportages, afin de rendre compte au mieux de la façon dont le débat politique est jugé par les citoyen·nes français·es que nous rencontrons, celles et ceux qui votent, celles et ceux qui ne votent pas ou plus.

Dans les quartiers populaires de Toulouse, avec les jeunes en voie d'insertion professionnelle autour de Châteauroux, à la rencontre du bassin minier du Pas-de-Calais, dans les zones abstentionnistes du Rhône ou d'Alsace,

avec les électorats macronistes de 2017, dans les Pyrénées-Orientales, à Grande-Synthe l'écologique et populaire, à la Maison des chômeurs de Montpellier, et dans bien d'autres « postes d'observation » à travers la France et ses outre-mers...

Avec nos « **chroniques de la haine ordinaire** », nous avons aussi décidé de raconter l'état du pays en matière de discriminations du quotidien et de banalisation des racismes. Raconter celles et ceux qui attisent les peurs et les inégalités, pour prospérer sur le désarroi plutôt que sur l'espérance, raconter celles et ceux qui les subissent et raconter celles et ceux qui les combattent encore.

Ce dispositif sera enrichi de la couverture de nos partenaires de la presse indépendante en régions (**Marsactu** à Marseille, **Rue89 Strasbourg**, **Le Poulpe** en Normandie, **Mediacités** à Lille, Lyon, Toulouse et Nantes, **Guyaweb** en Guyane, le **BondyBlog** en Seine-Saint-Denis), avec lesquels nous nous réjouissons chaque jour un peu plus de construire un écosystème vertueux de presse indépendante, au niveau national comme local.

En vidéo

Notre émission « **À l'air libre** », quotidienne du lundi au jeudi – et en accès libre –, animera aussi régulièrement des débats de fond sur les grandes thématiques électorales, et surtout les sujets invisibilisés par les grands médias (nucléaire, questions économiques et sociales, égalité femme-homme, discriminations, etc). Et lors de dispositifs exceptionnels, **#FaceàMediapart**, nous avons convié l'ensemble des candidat·es à dialoguer avec notre rédaction (à l'exception de Marine Le Pen et Éric Zemmour, en dehors de l'arc républicain). Sont déjà venu·es les candidats à la primaire écologiste, Philippe Poutou, Annasse Kazib, Fabien Roussel et Anne Hidalgo...

En dessins

Enfin, cette campagne présidentielle est aussi placée sous le signe du dessin de presse quotidien. Avec *La Revue dessinée*, avec laquelle nous publions deux ouvrages autour de la Macronie sous enquêtes et de l'extrême droite aux portes du pouvoir, une dizaine de dessinateurs croquent l'actualité politique : « **Battre la campagne** ».

Ce n'est plus temps d'hésiter, mais bien celui de faire confiance à une presse indépendante qui ne vit que du seul soutien de ses lectrices et lecteurs (pas de publicité, pas d'aides d'État à la presse, pas de subventions venues de Google, Facebook ou autres).

Media Crash, qui a tué le débat public ? Mediapart au cinéma !

Censures, autocensures, pressions... : pour la première fois, un documentaire démontre les ravages de la concentration des médias en France. Un documentaire coproduit par Mediapart et Premières Lignes.

Il y a ce que vous voyez, ce que certains souhaitent que vous voyiez, et ce que vous ne voyez pas. Jamais la France n'a connu une telle concentration des médias privés. Quelques industriels milliardaires, propriétaires de télévisions, radios, journaux utilisent leurs médias pour défendre leurs intérêts privés. Au détriment de l'information d'intérêt public.

En cachant ce qui est essentiel, en grossissant ce qui est accessoire, ces médias façonnent, orientent, hystérisent pour certains le débat. Les grands perdant-es sont les citoyen-n-es

Les journalistes de Mediapart et de Premières Lignes s'associent pour raconter la coulisse des grands médias. Révéler des censures et des autocensures. Des journalistes témoignent de pressions. Entre influence et agenda politique de moins en moins caché. Avec la complicité de certains responsables politiques, qui s'en accommodent volontiers, quand ils n'exercent pas des pressions eux-mêmes.



Un bilan du poste de « responsable éditoriale aux questions de genre »

Quand nous avons créé ce poste, en octobre 2020, nous souhaitions répondre à deux objectifs. Nous voulions que le journal ressemble davantage à la réalité de nos sociétés, et nous souhaitions questionner certaines habitudes de la presse. Le rôle de notre « *gender editor* » est de coordonner la production des contenus éditoriaux sur les questions de genre, et notamment les violences sexistes et sexuelles, mais aussi de travailler sur les pratiques journalistiques afin de continuer à les améliorer.

Depuis un an, l'actualité sur les violences sexistes et sexuelles ne s'est malheureusement jamais démentie avec chaque semaine des révélations, des politiques publiques, des prises de parole importantes ou encore des mots-clics viraux sur les réseaux sociaux. Mediapart a donc, en coordination avec la responsable éditoriale des questions de genre, publié de nombreux papiers d'enquête, de suivi et d'analyse sur le sujet. Ainsi, nous avons fait un suivi des affaires Tariq Ramadan, Luc Besson, Gérald Darmanin, Christophe Ruggia, une enquête sur de la prédocriminalité dans une école du III^e arrondissement de Paris, des enquêtes sur McDonald ou encore les milieux de la musique et de l'édition, mais aussi des révélations sur Éric Zemmour, Juan Branco, Jean-Vincent Placé et Benoît Simian.

Sur un an, 41 personnes ont signé des articles ou vidéos ayant pour mot-clé « violences sexuelles » : 20 journalistes de la rédaction de Mediapart et 21 pigistes. L'équipe est donc largement impliquée sur ces questions.

Une collection vidéo a été lancée, intitulée « La révolution féministe » et un travail important est fait sur la photo avec des portfolios et des choix documentaires traitant de ces sujets.

De plus, depuis 2020, Mediapart est partenaire de la revue *La Déferlante* en publiant chaque trimestre article issu du dernier numéro de la revue consacrée aux révolutions féministes. Il s'agit à chaque fois de la rubrique « Retour sur », qui revient sur un événement passé, important pour l'histoire des féminismes ou des droits des femmes et des minorités de genre. En 2021, Mediapart a également décidé de monter au capital de *La Déferlante*, à hauteur de 25 000 euros.

Mediapart s'engage à poursuivre ce travail pour une meilleure représentation des femmes dans le journal, notamment en documentant plus largement les questions et les inégalités de genre dans la société (LGBTQIA+, les inégalités face au patrimoine, le travail précaire, etc.). Mais aussi en se dotant d'outils pour progresser dans nos pratiques, comme une Charte de la communication inclusive.

L'enquête en partage

En France et en Europe

European Investigative Collaborations (EIC)

Lancé en mars 2016 par neuf médias fondateurs, l'European Investigative Collaborations (EIC) est un réseau européen d'investigation journalistique, à l'origine d'enquêtes européennes et internationales.

En 2021, deux nouvelles enquêtes, en plusieurs volets, de l'EIC ont été publiées : « **Évasion fiscale : révélations sur la diplomatie noire de l'Union européenne** » et « **Le plus grand "leak" d'Afrique dévoile les secrets financiers du Congo** ».

Toutes les enquêtes :

Octobre 2020 → « **Jersey offshore** », une fuite de documents inédits met à nu Jersey, l'île aux fraudeurs.

Mars 2019 → Airbus aux prises avec la corruption.

2019 → Suite des révélations « Football Leaks ».

Novembre 2018 → « **Football Leaks, saison 2** », fraude, racisme, dopage, achat de matchs, exploitation des mineurs, corruption étatique, espionnage, impunité des dirigeants et des clubs... c'est pire que la saison 1.

Juin 2018 → « **Car Leaks** », le scandale mondial de la surfacturation des pièces détachées.

Mars 2018 → **Kering : une évasion fiscale à 2,5 milliards d'euros.**

Mars 2018 → Comment l'Europe paye des équipements militaires à la Turquie pour refouler les réfugiés.

Octobre 2017 → « **Les secrets de la Cour** », 40 000 documents confidentiels dévoilent les dessous de la Cour pénale internationale.

Mai 2017 → « **Malta Files** », révélations sur les grands secrets d'une petite île.

Décembre 2016 → « **Football Leaks** », dans les coulisses de l'industrie du football.

Mars 2016 → « **Les armes de la terreur** » et la passoire de l'Europe.

Les discussions relatives à la constitution de l'EIC ont commencé en 2015 autour du magazine *Der Spiegel* (Allemagne) et du Romanian Centre for Investigative Journalism. *Le Soir* (Belgique), *Politiken* (Danemark), *Newsweek Serbia* (Serbie), *Falter* (Autriche), *El Mundo* (Espagne), *The Black Sea* (Roumanie) et Mediapart ont rapidement rejoint le projet. Tous sont les partenaires fondateurs de l'EIC. Le réseau est coordonné par Stefan Candea, du Romanian Centre for Investigative Journalism.

Disclose

Fondé il y a quatre ans par des journalistes d'investigation indépendants, Disclose mène des enquêtes au long cours sur des sujets d'intérêt public. Sans actionnaires, sans publicité et en accès libre, Disclose est un média à but non lucratif financé par le don. Plusieurs enquêtes sont menées en partenariat avec des médias partenaires, dont Mediapart. En 2021, l'enquête conjointe entre les deux médias portait sur les dérives de l'Agence française de l'aide au développement : « **En Afrique, l'Agence française de développement, symbole de la solidarité de la France dans le monde, finance à coups de milliards d'euros des projets opaques et s'abrite derrière le secret bancaire pour ne pas dévoiler ses pratiques.** »

Investigate Europe

Pour comprendre le monde d'aujourd'hui, il ne faut pas s'arrêter aux frontières des États et pour pouvoir collecter et décrypter ces informations, il est nécessaire de pouvoir compter sur des réseaux et des équipes dont les membres viennent de toute l'Europe. Le collectif se compose de neuf journalistes expérimentés venant de France, d'Allemagne, de Grèce, d'Italie, de Norvège, de Pologne, du Portugal, de Hongrie et de Grande-Bretagne. Ils et elles enquêtent en parallèle sur les mêmes sujets, puis partagent leurs informations. Un journalisme collaboratif et transnational est plus nécessaire que jamais pour donner sens à ce monde qui change.

En 2021, Mediapart a publié les volets de deux enquêtes d'Investigate Europe : « **Ehpad privés : à travers toute l'Europe, des machines à cash** » et « **Les impasses de l'Europe du rail** ».

« **Le journal
sans papier
ni frontière** »



MEDIAPART

Les partenariats éditoriaux

Mediapart soutient la presse indépendante

Il est urgent d'installer une information régionale pluraliste face aux pouvoirs locaux, politiques et économiques.

C'est avec **Marsactu** et **Le Ravi** que nous avons organisé une grande soirée publique sur la liberté et le pluralisme de l'information au Théâtre de la Criée, à Marseille. C'était en février 2013 et Bernard Tapie venait de racheter le principal quotidien régional, *La Provence*. Dans le même temps, nous avons réalisé en collaboration plusieurs enquêtes qui ont fortement bousculé la vie politique marseillaise.

Mais au-delà des seules collaborations éditoriales avec des titres locaux indépendants, les enjeux sont autres. Face aux dinosaures de la presse régionale, massivement subventionnés par l'État et qui ont organisé des monopoles sur leur zone de diffusion, il est urgent de développer une information régionale pluraliste face aux pouvoirs locaux, politiques et économiques.

On sait combien, au travers de la publicité et d'accords sur des télévisions locales ou municipales, les mairies, départements ou régions pèsent lourd sur certains choix éditoriaux de la presse régionale. Les citoyen·nes en sont les premières victimes. D'où cette nécessité d'aider à l'émergence et au développement de nouveaux médias, à un moment où les aides de l'État entretiennent les rentes de la « vieille presse » plutôt que de soutenir les innovations liées à la révolution numérique.

Le Spiil, Syndicat de la presse indépendante d'information en ligne, dont Mediapart est l'un des membres fondateurs et qui regroupe aujourd'hui près de 200 titres, a souligné l'absurdité d'aides d'État massives (près de 1,5 milliard d'euros !) mais qui ne font que conforter les positions acquises. « *L'État est en retard d'une révolution industrielle, estime le Spiil. Les aides à la presse ont été dévoyées de leur objectif premier, le pluralisme de l'information, pour devenir essentiellement une politique de soutien à un secteur industriel en crise, celui de la presse papier.* »

En France

Les médias indépendants qui se construisent sur le numérique innovent, tissent de nouveaux liens avec leurs lecteurs et lectrices, doivent donc coopérer face à un État immobile et conservateur. Ces nouveaux médias, lors de leurs premières années de création et de développement, doivent faire face à une double difficulté : le temps long que nécessite l'installation d'une communauté de lecteurs et lectrices fidèles et l'absence de capacité de fonds propres et solution de financement pour y parvenir.

Mediapart souhaite soutenir ces initiatives sous deux formes :

- par des partenariats éditoriaux mettant en valeur et faisant connaître leurs contenus ;
- par une aide financière limitée lors des levées de fonds de ces nouveaux médias.

C'est le cas pour le journal **Marsactu** (marsactu.fr), journal en ligne qui traite de l'actualité de Marseille et des autres villes de la métropole. Créé en 2010, racheté en 2015 par ses journalistes, Marsactu a fait le choix de renoncer à la publicité et aux subventions des collectivités locales et ne vit que des abonnements de ses lectrices et lecteurs. Avec une croissance significative de ses abonné·es (près de 5 000 abonné·es à la fin 2021), Marsactu est arrivé à l'équilibre, cinq ans après sa renaissance.

Au 31 décembre 2021, Mediapart détient une participation de 11,12 % au capital de Marsactu.

Il en va de même avec un autre journal indépendant et innovant qui est en train de s'ancrer dans plusieurs villes de France : **Mediacités** (mediacites.fr). Créé en 2016, Mediacités est un journal en ligne d'investigation et de décryptage implanté dans de grandes métropoles régionales (actuellement Lyon, Toulouse, Lille et Nantes), enquêtant sur les pouvoirs (politiques, économiques, sociaux, culturels et sportifs) régionaux. C'est un journal en ligne indépendant, sans publicité et sans lien avec un groupe industriel, sur un modèle d'abonnement payant. Une grande campagne menée au dernier trimestre 2021 a permis à Mediacités de recruter 2000 abonné·es supplémentaires ; portant à 5 130 le nombre total d'abonné·es.

Au 31 décembre 2021, Mediapart possède 3,12 % des parts sociales de l'entreprise Mediacités.

Depuis novembre 2020, Mediapart est entré au capital de Médialab, la société éditrice de **Rue89 Strasbourg** (rue89strasbourg.com). Fondé en février 2012 par deux journalistes (Marie Hoffsess et Pierre France) et un développeur (Laurent Jassaud), Rue89 Strasbourg s'était lancé en suivant le modèle de Rue89.com, l'un des premiers médias français uniquement sur le Web. L'idée était alors de répliquer ce succès médiatique à l'échelle locale, en proposant des articles issus du vécu des habitant·es, grâce à un modèle économique basé sur la publicité.

Huit ans plus tard, Rue89.com est devenu une rubrique du site de *L'Obs*. Sa version strasbourgeoise, elle, a étoffé son modèle économique en proposant dès 2017 à ses lecteurs et lectrices de soutenir son travail d'enquête, avec un abonnement à 5 euros par mois. À ce jour, plus d'un millier de Strasbourgeois-es cofinancent Rue89 Strasbourg. La publicité ne représente plus que la moitié des recettes de l'entreprise.

Mediapart est donc désormais actionnaire minoritaire de Médialab, avec l'acquisition de 22 % de ses parts sociales.

Rue89 Strasbourg rejoint un réseau de partenaires indépendants soutenus et relayés par Mediapart, aux côtés de sites d'actualités comme **Mediacités** (à Lille, Lyon, Nantes et Toulouse), **Marsactu** et **Le Ravi** (à Marseille), **Le Poulpe** (Normandie), **Factuel** (Besançon), **Guyaweb** (Guyane) ou le **Bondy Blog** (Seine-Saint-Denis). Un renforcement récent de ces partenariats avec nos « cousins de province » a eu lieu lors des dernières élections municipales et se traduit aujourd'hui par des conventions de partenariat annuelles encadrant la reprise par Mediapart de contenus produits par ces médias.

Avec ces compagnons indépendants, nous allons ainsi pouvoir collaborer plus fréquemment, afin de proposer des enquêtes conjointes, notamment lorsque des sujets locaux ont des ramifications nationales ou, à l'inverse, lorsque des thématiques nationales ont des conséquences locales.

Fin 2020 également, Mediapart a commencé un partenariat avec la revue **La Déferlante**, une nouvelle revue trimestrielle consacrée aux révolutions féministes qui s'est lancée en mars 2021, après une campagne de financement participatif réussie.

Documenter les révolutions féministes, comprendre les débats qui secouent la société, notamment depuis le phénomène #MeToo, enquêter sur les résistances ou les avancées de la société en matière d'égalité, donner à voir les figures qui contribuent à ce mouvement mondial : voilà l'ambition éditoriale, affichée par le projet de cette revue trimestrielle.

Ce partenariat consiste en un échange de contenus, avec la publication tous les trois mois, dans Mediapart, d'un des articles de la revue – la rubrique « affaires classées », qui reviendra sur un événement passé important pour les droits des femmes et des LGBTQ+.

Une régularité identique à celle avec laquelle nous publions un article de *La Revue du crieur*, coéditée par Mediapart et La Découverte, consacrée aux enquêtes sur les idées et la culture, et codirigée par Joseph Confavreux et Rémy Toulouse.

Au cours de l'année 2021, Mediapart a pris une participation au capital de la SAS La Déferlante par la souscription d'un BSA AIR (bons de souscription d'actions – accord d'investissement rapide) à hauteur de 25 000 € apporté en numéraire.

À l'international

InfoLibre a été lancé en 2013. C'est, en Espagne, une marque reconnue de presse indépendante, numérique et participative, prolongée par un mensuel imprimé. Ses valeurs sont les mêmes que celles de Mediapart et son modèle s'en inspire, en grande part. Notre partenariat est à la fois éditorial et financier. De nombreux échanges de contenus sont réalisés depuis plusieurs années.

Une importante augmentation de capital a été effectuée courant 2020 par InfoLibre pour notamment se doter des moyens nécessaires à des développements vidéo ambitieux. Mediapart a souscrit à cette augmentation de capital, maintenant ainsi son taux de participation au capital d'InfoLibre à 10,35 %.

De nouveaux partenariats éditoriaux, à la demande de plusieurs médias internationaux, ont été développés, notamment avec *Il Fatto Quotidiano* (Italie), *Jacobin Magazine* (États-Unis) et *Apache* (Belgique).

« La publicité
est la sauvegarde
du peuple »

Proclamation de la Commune de Paris,
le 13 août 1789



MEDIAPART

Les documentaires en intégralité

Tous les samedis, nous proposons un documentaire à nos abonné-es, notamment en partenariat avec la plateforme de diffusion du documentaire d'auteur **Tënk**. Ces films sont visibles en streaming et disponibles pendant un mois sur Mediapart.

En attendant Nadeau

Depuis l'été 2016, deux journaux indépendants se sont rejoints. Mediapart a noué un partenariat avec la publication 100 % numérique **En attendant Nadeau**, « journal de la littérature, des idées et des arts ». Animée par l'équipe qui a accompagné Maurice Nadeau de 1966 à 2013, au temps de *La Quinzaine littéraire*, et de collaboratrices et collaborateurs, cette revue en ligne nous permet d'être plus présents sur la littérature française et étrangère, fiction et essais.

Chaque semaine, l'équipe d'En attendant Nadeau publie un article de son choix dans les colonnes de Mediapart.

Mediapart soutient

Mediapart s'associe à Tënk pour aider la création documentaire

En 2019, Mediapart et Tënk ont décidé d'élargir leur collaboration pour soutenir davantage les films dits « de création » qui, souvent, en raison du désengagement des chaînes de télévision, ont du mal à trouver des financements et des canaux de diffusion.

Constatant que nombre de films en cours de création ne peuvent donc s'achever, nous avons décidé d'en accompagner quelques-uns, à hauteur de nos moyens, dans leur phase de post-production afin qu'ils puissent être diffusés et trouver leur public. En d'autres termes, quelque trois semaines d'étalonnage et de montage son peuvent être effectuées dans les locaux de l'Imaginaire, le tout nouveau bâtiment dédié au documentaire à Lussas, commune de l'Ardèche où réside Tënk.

Les déplacements et l'hébergement d'une partie de l'équipe du film seront aussi pris en charge.

Pour l'année 2020-2021, 62 dossiers ont été adressés, 4 ont été retenus par le jury, réuni le 17 août 2020. *La Cité de l'ordre*, d'Antoine Dubos, *Une si longue marche*, de Dominique Loreau, *Ciampi*, d'Agnès Perrais, et *Le Passage*, de Salomé Hévin.

Deux prix en soutien à la photographie documentaire

Combien de photographes au talent certain, en France ou ailleurs, manquent de moyens pour achever un sujet ? Combien, après quelques mois passés à documenter un sujet, arrêtent ? Parce que leur sujet est plus complexe qu'ils ou elles ne l'avaient envisagé, qu'il demande plus de temps qu'imaginé. Les photographes passent alors à autre chose en espérant trouver une histoire plus rentable, nécessitant parfois moins d'engagement sur fonds propres. C'est pour soutenir ces projets difficiles que le festival **ImageSingulières**, le journal d'information Mediapart et l'ETPA, école de photographie et de game design installée à Toulouse, s'engagent, depuis 2018, autour de deux prix.

Le « **Grand prix ISEM** » est ouvert aux photographes du monde entier. Doté de 8 000 euros, il entend contribuer à développer et achever un travail documentaire en cours. Ce prix devra être utilisé pour poursuivre le travail récompensé. Dès l'annonce des résultats du prix, ce travail sera présenté sous forme de portfolio sur Mediapart et, une fois complété, il fera l'objet d'une exposition à ImageSingulières. Le second « **Prix ISEM jeune photographe** » s'adresse, lui, aux moins de 26 ans résidant sur le sol français. Doté de 2 000 euros, il récompensera là aussi un travail en cours qui sera publié sur Mediapart. Le ou la lauréat-e pourra aussi intégrer une masterclass de 3^e année à l'ETPA. **Les prix de la quatrième édition seront dévoilés le samedi 15 mai 2021 lors du festival ImageSingulières, à Sète. Le dépôt des candidatures court jusqu'au 31 mars 2021.** En 2020, le Grand Prix ISEM a été attribué à Christian Lutz pour son projet *Citizens*, qui documente les mouvements populistes en Europe, dont les « *arguments nous renvoient à nos frontières physiques et symboliques ; préparent le terrain de la guerre sociale, des phobies, des asphyxies de la pensée et du lien humain* », écrit le photographe. Le Prix jeune photographe a été attribué à Julia Gat. Son travail, empli de couleurs et d'énergie, sur des jeunes qui suivent un enseignement alternatif sans école obligatoire illustre une certaine idée de la liberté de l'enfance.

→ <http://prixisem.imagesingulieres.com>

Mediapart en librairie

Les enquêtes de Mediapart en bande dessinée

→ 190 pages d'enquêtes en bande dessinée

Une sélection des meilleures enquêtes de Mediapart à travers le regard et sous les crayons de *La Revue dessinée*. Dans le premier numéro de cette nouvelle collection, retrouvez sept enquêtes phares de l'année :

- **Covid-19** : *Jupiter face à la pandémie*, par François Bonnet, Caroline Coq-Chodorge et Thibaut Soulié
- **Avenir lycéen** : *Les chouchous du ministère*, par Antton Rouget et Agnès Maupré
- **Harcèlement** : *McDo sur le gril*, par Khedidja Zerouali et Émilie Plateau
- **Migrants** : *Délit de fraternité*, par Nejma Brahim et Cécile Guillard
- **Corruption** : *L'Irak en petites coupures*, par Feurat Alani et Grégory Mardon
- **Économie** : *La dette et alors ?*, par Romaric Godin et Vincent Sorel
- **Police** : *La fabrique des coupables*, par Pascale Pascariello et Rica

→ La Revue dessinée-Mediapart novembre 2021, 190 pages, 16 euros

La présidence Macron sous enquêtes

De Rugey, Dupond-Moretti, Benalla, Kohler, Darmanin : la présidence Macron n'a pas échappé aux scandales politico-financiers, contrairement aux promesses faites lors de son accession au pouvoir. Lumière sur un bilan du quinquennat que le pouvoir actuel aurait préféré laisser dans l'ombre. Un album signé Mediapart et *La Revue dessinée*, avec Bruno Mangyoku au dessin.

→ La Revue dessinée-Mediapart janvier 2022, 190 pages, 18 euros

Aux portes du Palais

À la veille de la présidentielle, avec le Rassemblement national aux portes du pouvoir, la place des idées d'extrême droite dans le débat public a changé. Basé sur les principales révélations de Mediapart, ce récit dresse un portrait précis et étayé de la vitalité de ce courant politique en France. Jusque dans les urnes ? Un album signé Mediapart et *La Revue dessinée* avec Hervé Bourhis au dessin.

→ La Revue dessinée-Mediapart février 2022, 190 pages, 18 euros



→ La Revue dessinée-Mediapart
janvier 2022
190 pages, 18 euros



→ La revue du Crieur
3 numéros par an, 10 enquêtes,
1 reportage photographique, 160 pages,
15 euros, abonnez-vous!

La Revue du crieur

En 2016, Mediapart et La Découverte ont uni leurs forces et leurs images respectives pour créer **une revue consacrée aux idées et à la culture**, *La Revue du crieur*. Notre pari est que les lecteurs et lectrices n'ont jamais eu autant soif de comprendre et de savoir. Dans un contexte où les événements tragiques s'ajoutent aux impasses politiques, l'exigence de recul et de regard critiques n'a jamais été aussi nécessaire.

L'ambition de *La Revue du crieur* est d'incarner **un journalisme d'idées** qui conjugue les engagements et les savoir-faire de Mediapart et de La Découverte, pour aborder de manière inédite le monde de la culture, des savoirs et des idées, en France et à l'étranger, dans toute sa diversité – les sciences, la littérature, l'art, le cinéma, le spectacle vivant, etc. –, sans exclure ses formes les plus populaires.

Les idées et la culture ne planent pas au-dessus de nos têtes, elles s'incarnent, elles vivent dans des institutions qui ne sont pas à l'abri des enjeux de pouvoir, d'argent, de réseaux et d'une certaine tendance à cultiver l'entre soi. C'est pour rendre compte de cette réalité que *La Revue du crieur* publie **des enquêtes et des reportages**, sur des sujets les plus variés, mais toujours dans un esprit incisif, quitte à faire vaciller certains magistères...

Chaque numéro de la nouvelle formule du *Crieur* contient en sus des enquêtes et du portfolio photographique, une ouverture – un grand format sous forme de fiction, de manifeste ou d'entretien, un récit correspondant à ce que les Anglo-Américains nomment la *narrative non fiction*, une position qui n'incarne pas la ligne de la revue mais donne à voir un clivage politique urgent, et une rubrique monde des idées afin de donner un aperçu des débats et des publications importantes partout sur la planète, mais hors de la France.

Label OH MY DOC!

Les films documentaires, ancrés dans le présent et aux prises avec l'époque, sont des preuves de vitalité de la création et des témoignages précieux sur notre temps. Archive, analyse, poésie, distance et plongée dans le réel, le documentaire est une forme cinématographique qui nourrit notre culture et nos connaissances communes. Aussi, France Culture, La Cinémathèque du documentaire, Les Écrans, Mediapart et Tënk, cinq acteurs majeurs du secteur, ont décidé de s'unir pour accompagner ensemble 12 films par an, dès leur sortie. Soutien d'autant plus nécessaire en cette période de crise sanitaire qui contraint les salles de cinéma et par conséquent toute la filière.

Malgré un contexte très concurrentiel, la vitalité du documentaire d'auteur·e au cinéma est débordante. Ces dix dernières années, le nombre de documentaires a doublé en salles. Cependant, la qualité des productions ne suffit pas à faire leur succès, faute de moyens. Unissant leurs spécificités éditoriales, France Culture, La Cinémathèque du documentaire, Les Écrans, Mediapart et Tënk ont donc décidé de fonder le label OH MY DOC! pour contribuer à la visibilité des documentaires d'auteur·e et permettre à ces films de trouver leurs publics. Constitué en commission d'attribution, le label OH MY DOC! se réunit trois fois par an pour choisir quatre films par session, et donner ainsi un éclairage particulier à des œuvres jugées incontournables.



Nos partenaires

Mediapart, depuis sa création, tisse des liens privilégiés avec un choix d'événements de qualité, qui parlent à tous et toutes, qui parlent au monde, qui parlent du monde. Au cours de l'année 2021, marquée par la crise sanitaire, de nombreuses manifestations culturelles ont été annulées, reportées ou transformées : soirées débats, festivals de cinéma, de littérature, et d'autres encore. Nous leur avons proposé les colonnes du Club pour les faire vivre au mieux.

- L'ACID
- ATTAC
- Cinéma du réel
- Ciné-Palestine
- Les Écrans documentaires
- États généraux du film documentaire de Lussas
- Festival des idées
- La Gaîté lyrique
- Le Grand Bivouac
- Hors Limites
- L'Institut du monde arabe
- Images en bibliothèques
- ImageSingulières
- Les Journées cinématographiques
- Lectures sous l'arbre
- Le Mucem
- La Revue dessinée
- Les Rencontres d'Averroes
- Résistances
- Les Suds à Arles
- Tënk
- La Villette
- Le 104-Paris



**Seules
nos lectrices
et lecteurs
peuvent nous
acheter !**

→ Soutenez une presse ne vivant que du soutien de son lectorat, sans recettes publicitaires, ni subvention étatiques, ni actionnaires.

**Votre « espace
avantages »
abonné·e**



En souscrivant un abonnement à Mediapart, vous bénéficiez d'un certain nombre d'avantages exclusifs, régulièrement renouvelés.

- **Offrez des articles :** vous pouvez offrir l'intégralité d'un article de Mediapart à vos proches !
 - **Parrainez vos proches :** vous pouvez offrir un mois d'accès gratuit à Mediapart à vos proches. Pour vous remercier de faire découvrir le journal, nous vous offrons un cadeau, une fois l'accès de votre filleul activé.
 - **Participez et contribuez** à la richesse de Mediapart à travers votre blog dans le Club ! Chaque abonné·e peut publier un billet de blog, une édition, un portfolio...
 - **Les avantages chez nos partenaires :** bénéficiez de mois d'abonnement gratuits à des médias indépendants partenaires de Mediapart.
- Et aussi :** des bandes dessinées à découvrir en exclusivité, des places pour des événements de nos partenaires, des périodes de gratuité offertes à madelen, Retronews et Tënk.

→ Pour profiter de vos avantages abonné·e, rendez-vous sur moncompte.mediapart.fr/avantages

En justice

Mediapart doit régulièrement défendre son travail devant la justice. Nous le faisons dans le cadre de la loi républicaine du 29 juillet 1881 qui fonde la liberté de la presse en France et qui a instauré une jurisprudence protectrice du droit à l'information du public sur des sujets d'intérêt général. Cette défense judiciaire de Mediapart représente un coût annuel qui se situe autour de 150 000 euros.

Outre la vérité des faits, fondée sur une offre de preuves (que nous mettons en œuvre chaque fois que c'est possible), l'équipe de Mediapart oppose aux poursuites qui visent son travail la « bonne foi » reposant historiquement sur quatre conditions cumulatives : la légitimité du but poursuivi (que les informations révélées soient bien d'intérêt public) ; le sérieux de l'enquête (que des éléments viennent à l'appui du travail journalistique effectué), lequel suppose le respect du contradictoire (que la réaction des mis en cause ou de leurs défenseurs ait été sollicitée) ; la modération et la prudence dans l'expression (que l'article ne relève pas d'une vindicte polémique) ; l'absence d'animosité personnelle (que le journaliste ne règle pas un compte personnel ou privé) et qui évoluent aujourd'hui, sous l'influence de la Cour européenne des Droits de l'Homme, vers la preuve de la publication d'un sujet d'intérêt général reposant sur une base factuelle sérieuse et suffisante. Mediapart, dont la défense est assurée dans la plupart des cas.

Mediapart, dont la défense est assurée par M^e Emmanuel Tordjman du cabinet Seattle Avocats, dans la plupart des cas, ainsi que par M^e Jean-Pierre Mignard, pour certains dossiers, a été confronté à plus de deux cents soixantes procédures judiciaires depuis sa création en 2008. À ce jour, seulement cinq condamnations pénales définitives ont été prononcées à notre encontre : une pour une erreur matérielle rectifiée dès sa connaissance ; une deuxième du fait d'un délai pour le contradictoire insuffisant ; une troisième pour avoir rectifié de bonne foi les propos d'une interview contestés ; une quatrième pour un droit de réponse qui n'a pas été publié dans les délais impartis ; une cinquième en raison d'une base factuelle insuffisante.

En 2021, Mediapart a notamment gagné les procès que lui avaient intenté Gérald Darmanin et Sébastien Lecornu (première instance et appel), Hervé Gattegno (Appel), Eliane Houlette (première instance) François de Rugy (première instance). La victoire devant la Cour d'Appel contre Vincent Bolloré est pendante devant la Cour de cassation.

Mediapart, seul journal vraiment participatif

Dans la presse d'information politique et générale, Mediapart est désormais le seul journal participatif. C'est un des indices de la contre-réforme qui s'attaque aux espoirs démocratiques, d'échange et de partage, qu'avait fait naître, il y a un peu plus d'une décennie, le basculement du numérique dans nos vies quotidiennes avec la généralisation d'Internet, élargie par l'invention des supports mobiles, téléphones et tablettes : le participatif est aujourd'hui en voie de régression, voire de disparition, dans la presse française généraliste en ligne.

Désormais, Mediapart est donc le seul journal en ligne francophone, d'information politique et générale, de référence et de qualité, à s'accompagner d'un lieu de libre débat et de large contribution de ses abonné-es, notre Club participatif, tandis que le droit de commenter articles du journal et billets de blog ne souffre aucune limite, sinon le respect de notre Charte de participation. Il s'exerce sans modération préalable des billets et commentaires et cette modération, qui n'intervient si nécessaire qu'après publication, est réalisée en interne, par l'équipe de Mediapart elle-même.

Mediapart maintient résolument le cap du participatif. Cette caractéristique de notre journal était au cœur de sa promesse originelle lors de sa création, en 2008, lui donnant son nom – Mediapart/icicipatif – et se concrétisant par l'existence du Club à côté du journal. Un Club au sens républicain originel du terme, celui de l'invention démocratique et sociale, lieu de réflexion et de discussion dans le respect mutuel des citoyen-nes.

Non seulement nous n'avons aucune intention de remettre en cause cette ambition participative, mais nous comptons bien, dans les mois et les années à venir, la développer et la renforcer. À côté du travail d'information de sa rédaction, Mediapart offre une agora aussi libre et indépendante que l'est le journal.



Le Club

Mediapart met à la disposition de ses abonné-es un espace de contributions personnelles dénommé le Club, à la fois réseau social et plateforme de blogs. Chaque abonné-e de Mediapart a la possibilité d'éditer et de publier des textes, des liens, des images, des photographies, des vidéos et des enregistrements. Toutes les contributions publiées dans le Club sont accessibles à l'ensemble des internautes, abonné-es ou non. Analyses, opinions, témoignages, tribunes, blogs militants, le Club est un espace d'expression pluraliste. C'est aussi le lieu où les abonné-es peuvent échanger les un-es avec les autres et discuter les articles publiés par Mediapart.

→ @MediapartBlogs

La modération

La modération est 100 % humaine à Mediapart, sans algorithme ou sous-traitant. Un choix unique en France que nous sommes fiers de porter, persuadés que c'est la meilleure façon de gérer les espaces participatifs au plus juste, dans un esprit inclusif et de transparence.



684 604

commentaires sur le site
et le Club **+ 5 %**



47 367

billets de blog **+ 5 %**

Les réseaux sociaux



594 539

d'abonné-es **+ 25 %**



1,4 million

de fans **+ 20 %**



511 967

d'abonné-es **+ 18 %**



2,8 millions

de followers sur @mediapart **+ 4 %**



42,2 millions

de vues **+ 24 %**



44 376

de followers sur @mediapartblogs **+ 11 %**

En défense de la liberté d'expression

Droit de savoir et liberté de dire sont deux principes fondamentaux sans l'exercice desquels il n'est pas de démocratie vivante. Il n'y a pas de véritable participation à la vie de la Cité de chacun·e d'entre nous sans droit de savoir tout ce qui est d'intérêt public ni liberté de dire ce qu'on en pense, de débattre et de contester. En alliant un Journal indépendant à un Club participatif, Mediapart illustre résolument cette défense de l'idéal démocratique.

Il est aujourd'hui d'autant plus nécessaire que les dérives autoritaires de pouvoirs issus de l'élection caractérisent notre époque. Ayant pris conscience des potentialités émancipatrices de la révolution numérique – de partage du savoir, de mobilisation du public et de communication sans frontières –, ils n'ont cessé de la discréditer et de la pervertir : en limitant l'exercice de nos libertés numériques, en criminalisant l'expression d'opinions dissidentes et en dévoyant Internet par un usage propagandiste.

Dès lors, la défense de la liberté d'expression engage notre responsabilité individuelle afin de ne pas offrir de prétexte à cette offensive conservatrice. De même que nous défendons à Mediapart un journalisme de qualité, rigoureux et professionnel, nous entendons promouvoir dans son Club un débat exigeant et bienveillant, à l'opposé des virulences haineuses et des fausses nouvelles que laissent proliférer des réseaux sociaux anonymes et irresponsables. L'exercice démocratique de la liberté d'expression doit tendre à élever le débat et non pas à l'abaisser.

Notre Charte de participation comme nos règles de modération s'inscrivent dans l'héritage de la deuxième Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, celle de la Constitution de l'An I de la République française en 1793. Son article 6 énonce ceci qui, de notre point de vue, n'a pas pris une ride : *« La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui ; elle a pour principe la nature ; pour règle la justice ; pour sauvegarde la loi ; sa limite morale est dans cette maxime : "Ne fais pas à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait." »*

Le Fonds pour une presse libre

Créé fin 2019 à l'initiative de Mediapart, le Fonds pour une presse libre (FPL) a connu une année 2021 riche, malgré les contraintes sanitaires. Le fonds a déjà lancé son troisième appel à projet, mis en place une newsletter ou encore récolté de l'argent *via* une collecte de dons.

Garantissant l'indépendance de Mediapart, par la sanctuarisation de son capital à travers la SPIM, le FPL, fonds de dotation à but non lucratif, en est totalement indépendant. Il ne peut contribuer au financement de Mediapart, alors que Mediapart est tenu de verser au FPL une partie de ses bénéfices. Offrant une alternative démocratique au contrôle des médias par des intérêts privés extérieurs aux métiers de l'information, le FPL n'a pas d'équivalent.

La composition du Conseil stratégique du FPL, qui a instruit les dossiers de son second appel à projets, témoigne de cette indépendance à l'égard de Mediapart. Y ont en effet participé : Maurice Botbol, directeur d'Indigo Publications ; Alexandre Brachet, fondateur et PDG d'Upian ; Paul Cassia, professeur de droit à l'université Paris I ; Edmond Espanel, directeur général de Brief.me ; Valérie Jeanne-Perrier, responsable de l'école de journalisme du Celsa ; Agnès Rousseaux, directrice de Bastamag et *Politis*.

Au terme de sa seconde année d'existence, le FPL a accordé son soutien financier à « quatre médias indépendants d'information politique et générale » : Le Poulpe (20 000 euros), Disclose (17 000 euros), Le Ravi (17 000 euros) et Radio Parleur (17 000 euros). Information locale avec Le Poulpe, implanté depuis 2018 en Normandie ; information nationale avec Disclose, créé en 2018, qui mène des enquêtes au long cours sur des sujets d'intérêt public ; information locale et papier avec Le Ravi, créé en 2004, qui est un mensuel diffusé dans le réseau presse en Provence-Alpes-Côte d'Azur ; information sociale avec Radio Parleur, créé en 2016 et spécialisé dans la couverture des luttes sociales, féministes, antiracistes, migratoires et écologiques.

Le choix de ces quatre médias répond aux objectifs du FPL : défendre le pluralisme de la presse et l'indépendance du journalisme, ainsi que promouvoir un journalisme d'intérêt public en portant des valeurs humanistes, rejetant les discriminations et refusant les injustices.

Le prochain appel à projets du FPL est déjà publié sur le site, depuis décembre 2021. Le FPL ne peut en aucun cas recevoir de subventions publiques. De ce point de vue, le FPL entend bien monter en puissance afin de construire et de renforcer un nouvel écosystème de l'information, donnant vie, stabilité et longévité à une alternative médiatique vertueuse.

Mediapart 2021 en chiffres

Alors qu'il entre dans sa quinzième année, Mediapart affiche des résultats qui confirment la solidité de son modèle économique ne reposant que sur le soutien et la fidélité de ses lectrices et lecteurs, 98 % de nos recettes provenant de l'abonnement. Après une croissance exceptionnelle en 2020, qui nous avait fait franchir le cap des 200 000 abonné-es bien plus tôt que nous ne l'envisagions, l'année 2021 est dans la continuité, avec 213 533 abonné-es individuels et collectifs.

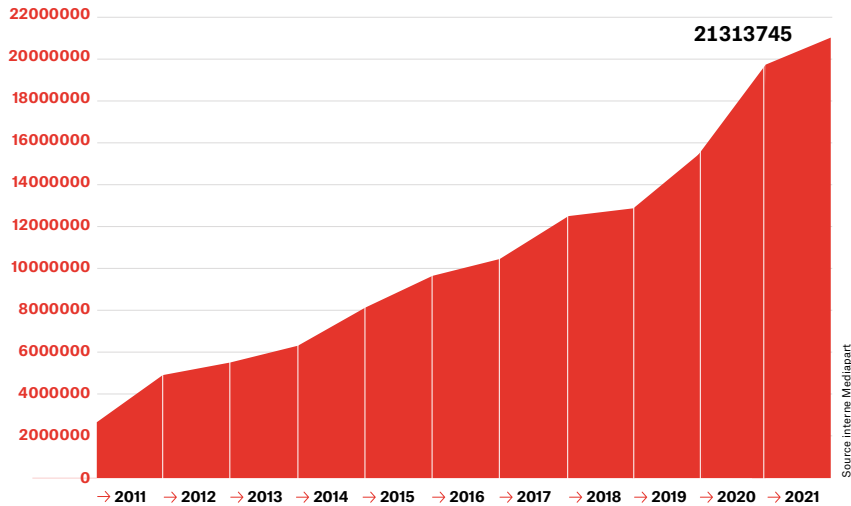
Zéro subvention

Conformément à ses engagements depuis 2010, Mediapart ne sollicite ni ne perçoit de subvention, que ce soit auprès de fonds publics (Fonds stratégique pour le développement de la presse) ou auprès de fonds privés (Google, Facebook, Microsoft, etc.).

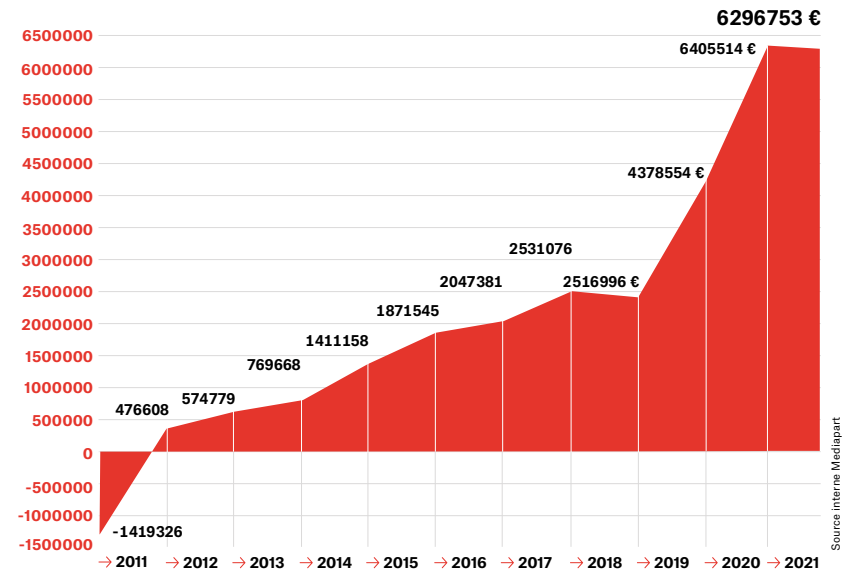
Dates clés

- 2 décembre 2007** → Lancement du pré-site annonçant le projet
- 16 mars 2008** → Lancement de Mediapart
- Automne 2010** → Point d'équilibre
- 2 décembre 2011** → Première émission « En direct de Mediapart »
- 31 décembre 2011** → Première année bénéficiaire
- 25 septembre 2014** → Mediapart a 100 000 abonné-es
- 8 novembre 2016** → Lancement du Studio de Mediapart
- 16 et 17 mars 2018** → Le premier festival de Mediapart réunit plus de 2 500 personnes à Paris
- 15 octobre 2019** → Mediapart rend son indépendance irréversible en logeant 100 % de son capital dans une structure à but non lucratif : le fonds de dotation « Fonds pour une presse libre »
- Mars et septembre 2020** → Invention puis pérennisation d'« À l'air libre », l'émission quotidienne vidéo de Mediapart
- 17 décembre 2020** → Adoption des nouveaux statuts et désignation d'un nouveau conseil d'administration pour Mediapart.

Évolution du chiffre d'affaires annuel

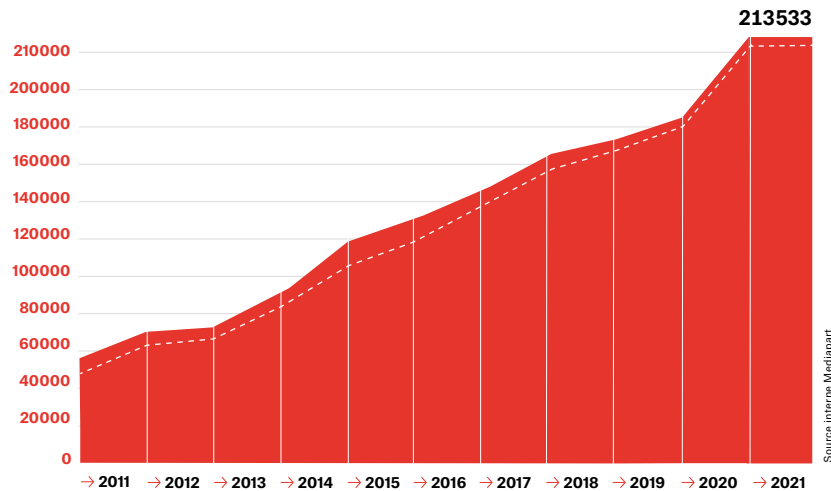


Résultat courant 2011-2021



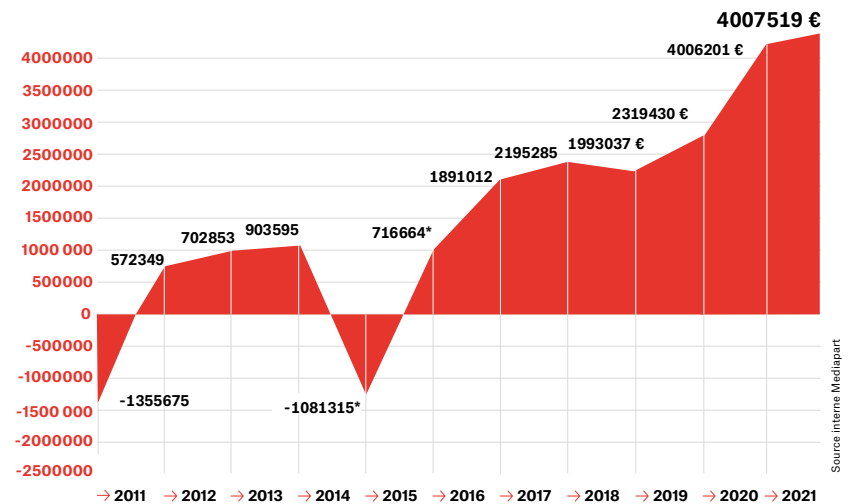
Évolution des abonnements

→ Abonnements individuels et collectifs* (213 533), dont abonnements individuels (205 552)



* Établissements d'enseignement, entreprises, collectivités

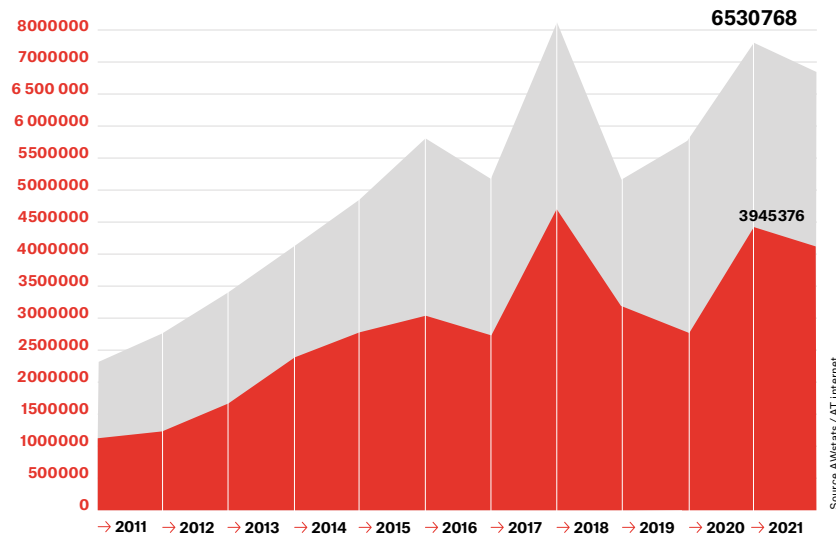
Résultat net



* Dont provision de 4,7 millions d'euros pour contentieux fiscal TVA presse en 2014 et 2015

Évolution de l'audience du site

→ Visiteurs uniques → Visites (moyenne mensuelle)



Visites sur l'appli mobile

→ Visiteurs uniques → Visites (moyenne mensuelle)



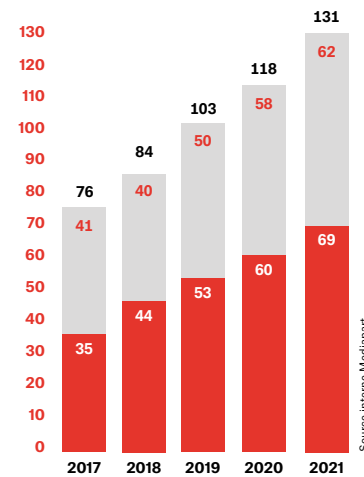
183 945



1 880 980

Politique sociale

→ Femmes → Hommes



Répartition effectif

Source interne Mediapart

Mediapart fait en sorte, **en tant qu'entreprise**, d'être à l'image des valeurs que le journal promeut dans ses colonnes. Égalité professionnelle, diversité, qualité de vie au travail font l'objet de discussions constantes au sein du collectif et dans le cadre du CSE.

L'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes est une préoccupation permanente à Mediapart. Les obligations légales que sont l'accord et l'index égalité sont complétées de nombreuses initiatives de l'entreprise en faveur de la sensibilisation de l'ensemble des salarié-es (formations, réunions non mixtes, etc.) et de l'amélioration constante de nos pratiques (communication inclusive, études quantitatives et qualitatives sur la présence des femmes et des hommes dans nos articles et sur nos plateaux, etc.).

Mediapart, sous la forme d'un groupe de travail rassemblant tous les services de l'entreprise, **s'attelle également à promouvoir les diversités**, tant dans ses colonnes que dans ses pratiques internes. Ainsi, des procédures de recrutement plus inclusives ont été mises en place, en direction des salarié-es permanent-es comme des pigistes, ainsi que des formations de sensibilisation et de promotion des diversités. Des analyses sont également régulièrement menées sur nos produits afin d'améliorer leur accessibilité à toutes et tous.

L'année 2021 a également été l'occasion d'adopter deux chartes visant à **améliorer les conditions de travail** et à favoriser l'articulation entre vie professionnelle et vie privée : droit à la déconnexion et télétravail. Les équipes de Poitiers et de Paris ont par ailleurs connu une évolution importante de leurs conditions de travail à travers le déménagement dans de nouveaux locaux plus spacieux et plus confortables.

Enfin en 2021, l'échelle des salaires de l'entreprise demeure de 1 à 3,37.

Ensemble des salarié·es CDI/CDD de Mediapart au 31/12/2021

Éditorial

Stéphane Alliès
Fabrice Arfi
Martin Bessin
Sarah Bosquet
François Bougon
Justine Brabant
Nejma Brahim
Lénaïg Bredoux
Sarah Brethes
Alexandra Buisseret
Sébastien Calvet
Irène Casado Sanchez
Guillaume Chaudet-Foglia
Joseph Confavreux
Caroline Coq-Chodorge
Mickael Correia
Mathieu Dejean
Géraldine Delacroix
Lucie Delaporte
Michel Deléan
Jean-François Demay
Sophie Dufau
Rachida El Azzouzi
Fabien Escalona
Carine Fouteau
Bérénice Gabriel
Livia Garrigue
Mathilde Goanec
Romaric Godin
Pauline Graille
James Grégoire
Christophe Gueugneau
Michaël Hajdenberg
Cécile Hautefeuille
Jérôme Hourdeaux
Donatien Huet
Dan Israel
Sabrina Kassa
Younni Kezzouf
Ludovic Lamant
Karl Laske
Alain Le Saux
Jade Lindgaard
Mathieu Magnaudeix

Mathilde Mathieu
Laurent Mauduit
Célia Mebroukine
Valentine Oberti
Martine Orange
Pascale Pascariello
Antoine Perraud
David Perrotin
Yann Philippin
Edwy Plenel
Amélie Poinssot
Camille Polloni
Ilyes Ramdani
Sophie Rostain
Antton Rouget
Bertrand Rouziès
Ellen Salvi
Matthieu Suc
Marine Turchi
Faïza Zerouala
Khedidja Zerouali

Technique

Jérémy Barthe
Fabrice Bentz
Jacques Billard
Jamal Boukaffal
Hélène Cluzeau
Reginald Costa
Chrystelle Coupat
David Desbouis
Maria Frih
Benjamin Gaussergues
Ludovic Gonthier
Olivier Grange-Labat
Maxime Loliee
Alexandre Mimran
Patrick Nhoyvanisvong
Vincent Pomageot
Éric Redon
Gilles Roustan
Simon Toupet
Audrey Williamson
Séverine Wiltgen
Yassine Zougari

Marketing

Guillaume Castaigne
Clara Cerdan
Stéphanie Frick
Nicolas Galland
Ludvine Laforme
Philippe Locteau
Olivia Plecy
Julie Sockeel

Communication

Galadriel Autin-Desbois
Armel Baudet
Muriel Campistol Torres
Renaud Creus
Claire Denis
Cécile Dony
Ana Ferrer
Gaëtan Le Feuvre
Tarik Safroui

Relation abonnés

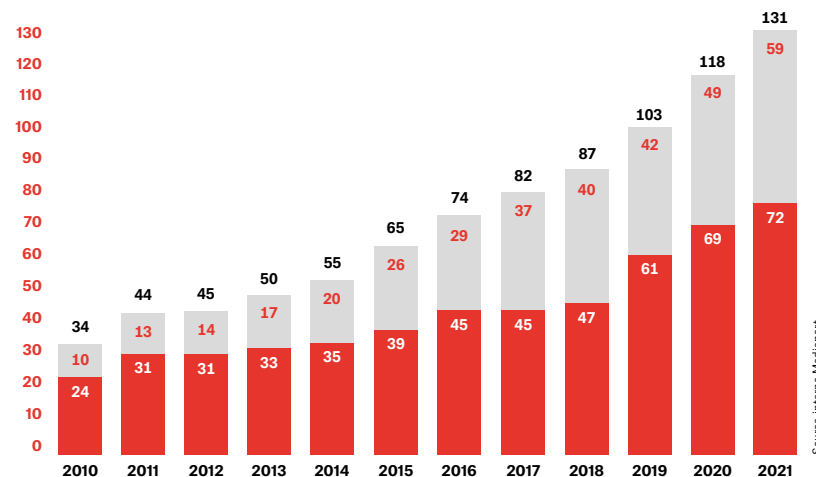
Damien Gauvin
Samuel Hunt
Fanny Jean
Nicolas Lefol
Cédric Lepecuchelle
Ea Pericat
Tiphaine Rigaud
Marianne Roux
Gaël Ruillet
Élisabeth Lalet
Emmanuelle Sammut

Gestion/finance/RH

Angélique Bourgeois
Céline Brizard
Tanguy Clerc
Louis Hammel
Maxime Lefébure
Sophie Lamy
Laura Seigneur
Marie-Hélène Smiejan
Cécile Sourd
Hélène Vandebilcke

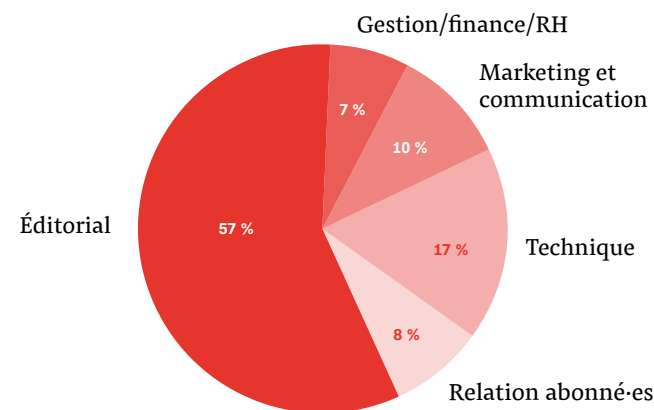
Évolution de l'effectif

→ Journalistes → Services opérationnels



Il inclut une reconstitution de l'ETP représenté par le travail des journalistes rémunéré.es à la pige.

Répartition des pôles



Bilan 2017-2021

Actif en €	2021	2020	2019	2018	2017
Actif immobilisé	3232224	1496373	1284011	844244	815862
Actif circulant	13203583	14560142	17216808	12889371	10425481
Total	16435807	16056515	18500818	13733615	11241343

Compte de résultats 2017-2021

	2021	2020	2019	2018	2017
Produits d'exploitation	22274292	20851393	17289452	14085446	13734075
Charges d'exploitation	16006760	14363946	12761046	11568450	11202910
Résultat d'exploitation	6267532	6487447	4528406	2516996	2531165
Produits financiers					3
Charges financières		81933	149852		91
Résultat financier		81933	149852		-88
Résultat courant	6296753	6405514	4378554	2516996	2531076

Passif en €	2021	2020	2019	2018	2017
Capitaux propres	4794839	4367545	6909286	4596644	2599872
Autres fonds propres					
Provisions pour risques et charges	4770989*	4770989*	4697695*	4738695*	4738695*
Dettes à court terme	6869978	6917981	6893838	4398276	3902776
Total	16435807	16056515	18500818	13733615	11241343

*dont 4 770 989 € objet du contentieux avec l'administration fiscale relatif au taux de TVA de la presse, répartis en 3 348 233 € en différentiel de droit, 1 349 462 € pour pénalités de mauvaise foi et 13 294 € pour intérêts de retard complémentaire. Le différentiel de TVA pour les années 2008 à janvier 2014, mis en recouvrement par l'administration fiscale a été intégralement payé dans l'attente de l'aboutissement de la procédure.

	2021	2020	2019	2018	2017
Résultat courant	6296753	6405514	4378554	2516996	2531076
Produits exceptionnels	10595	9313	13339	18104	5952
Charges exceptionnelles	57270	54967	4252	21993	3696
Résultat exceptionnel	-46675	-45654	9086	-3889	2255
Total des produits	22319115	20860706	17302790	14103550	13740029
Total des charges	18311595	16854505	12915150	11590443	11206697
Impôts	1490930	1637895	1364596	377730	253117
Participation	751628	715764	703615	142340	84930
Bénéfice ou perte	4007519	4006201	2319430	1993037	2195285

Mediapart English et Español

En plus de sa version française destinée à un public francophone, Mediapart se décline en deux autres langues.

Mediapart English

Les articles en anglais proposés sont des traductions des sujets publiés par Mediapart en français. Ils couvrent un large éventail de reportages, d'analyses politiques, et surtout les nombreuses révélations de Mediapart. Plus de 2 000 articles sont aujourd'hui disponibles sur les pages anglaises de Mediapart.

→ Avec **Graham Tearse** et **Michael Streeter**

Mediapart Español

Lancé début 2013, Mediapart Español propose régulièrement des traductions de nos principaux articles, ainsi que des reprises et échanges de contenus avec nos partenaires espagnols d'InfoLibre (*voir p. 37*).

→ Avec notre partenaire **InfoLibre**



**Le 16 mars 2022
Mediapart fête
ses quatorze ans**